

DEPARTEMENT  
DE L'ESSONNE  
Arrondissement  
d'Etampes  
Canton d'Arpajon

N°	2024	019
----	------	-----

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE**  
**BOISSY-SOUS-SAINT YON**

<b>DATE DE CONVOCATION</b> <b>22 MARS 2024</b>	L'an deux mille vingt quatre Le vingt-huit mars
<b>DATE D’AFFICHAGE</b> <b>4 AVRIL 2024</b>	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur PICHON Jean-Marc, Maire.
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>Etai(e)nt présent(e)s</b> : M. PICHON Jean-Marc – M. SAADA Raoul – Mme MOUNOURY Aurélie – M. IBOUADILENE Francis – Mme CAZADE-SAADA Claire – M. LOURS Xavier – Mme COURTOIS Cécile – M. GAUTHIER Dominique – M. REYNAUD Max – M. DA SILVA Frédéric – Mme BLAIZE Sophie – M. LAURENT Eric – Mme BONNASSEAU Patricia – M. FAUCHÉ Fabien – Mme PEDRONO Anne-Marie.
EN EXERCICE : 27	
PRESENTS : 15	
VOTANTS : 21	<b>Absent(e)s représenté(e)s</b> : Mme DUCHOSAL Christine – M. DUCHOSAL Frédéric – Mme SCACCHI Anne – M. LION Robert – M. TISCHENBACH Thierry – Mme COLLIN Monique.
	<b>Absent(e)s non représenté(e)s</b> : Mme MOAL Sylvie – Mme LEROMAIN Nadège – Mme HEMON Alexandra – M. DORIZON Maurice – Mme BILLEN Carine – M. GOFF Jullian.
	Monsieur LAURENT Eric a été désigné secrétaire de séance.

**INSTITUTION DE LA PRIME DE POUVOIR D’ACHAT EXCEPTIONNELLE**

Monsieur le Maire expose :

La prime de pouvoir d'achat est une prime exceptionnelle, d'un montant forfaitaire, visant à soutenir le pouvoir d'achat des agents publics percevant une rémunération annuelle brute inférieure ou égale à 39 000 euros afin de faire face à l'inflation et à compenser leur perte de pouvoir d'achat.

Il est proposé d'instituer la prime de pouvoir d'achat dans les conditions suivantes :

**1/ Les bénéficiaires**

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est mise en place en faveur des agents publics suivants et remplissant les conditions requises déterminées par l'article 2 du décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 et reprises ci-après :

- Les agents contractuels de droit public quel que soit le type de contrat
- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires

**2/ Les conditions à remplir**

Pour bénéficier de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, les agents publics devront remplir les conditions **cumulatives** suivantes :

- 1° - avoir été nommés ou recrutés par un employeur public territorial à une date d'effet antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 2° - être employés et rémunérés par un employeur public territorial au 30 juin 2023

3° - avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 par la collectivité, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute mentionnée au 3°.

### **3/ Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnel**

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle prévu pour chaque niveau de rémunération est déterminé de la façon suivante pour chaque niveau de rémunération :

<b>Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 01/07/2022 au 30/06/2023</b>	<b>Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle</b>	<b>Montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle voté par l'assemblée délibérante</b>
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	266.67 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	233.33 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	200.00 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	166.67 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	133.33 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	116.67 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	100.00 €

Le montant de la prime sera réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat sera versée par :

- La collectivité qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023,
- Chaque collectivité lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée en une seule fraction le 30 avril 2024.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime du même nom prévue par le décret n°2023-702 du 31 juillet 2023 et destinée aux agents des deux autres versants de la fonction publique (fonction publique d'Etat et fonction publique hospitalière).

L'attribution individuelle de cette prime fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget,

Le Conseil Municipal,

**Vu** le code général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le code général de la fonction publique et notamment les articles L.712-1 et L.714-4,

**Vu** le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique territoriale,

**Vu** l'avis de la commission Finances – Budget – Ressources Humaines et Affaires Générales du 21 mars 2024,

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 26 mars 2024 relatif à la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle,

**Après avoir fait l'objet d'un débat contradictoire,  
Après en avoir délibéré,  
À l'unanimité,**

**DECIDE** d'instituer la prime de pouvoir d'achat dans les conditions telles que définies ci-dessus.

Le Maire,  
  
Jean-Marc PICHON



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2024

Publication : 04/04/2024